

Florence CHENU
Inspectrice
Service Santé Protection animales et Environnement

Bar-le-Duc, le 26 mars 2026

Réf. : DDETSPP55-2026- 00321
Code AIOT : 0055500063

EARL Multiporcs de l'Aire
31 Rue Berne
55 250 BEAUSITE

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23 mars 2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EARL Multiporcs de l'Aire
31 Rue Berne
55 250 BEAUSITE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 mars 2026 dans l'établissement EARL Multiporcs de l'Aire, implanté 31 Rue Berne 55 250 BEAUSITE. L'inspection a été annoncée le 13 mars 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL Multiporcs de l'Aire
- Lieu dit Grandvaux 55 250 BEAUSITE
- Code AIOT : 0055500063
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'EARL Multiporcs à BEAUSITE, est un élevage porcin de 5450 places, de type naisseur/multiplicateur/engraisseur, relevant du régime de l'autorisation.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Eau Ouvrage Agri Agro / Bref SA

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Demande d'action corrective	2 mois
8	Forage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Intégration dans le paysage et propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Sans objet
3	Stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
5	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-II	Sans objet
7	Forage	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 10	Sans objet
9	Forage	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Deux non conformités sont à corriger.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
Constats : Entre la petite fosse rectangulaire à lisier et la grande fosse circulaire à lisier, l'exploitant a aménagé une plateforme et posé une poche rectangulaire, de type NÉNUFAR, pour la récupération du biogaz. Ce projet n'a pas été déclaré. Pour la lagune de stockage de lisier, située à NUBÉCOURT, la couverture constituée de billes d'argile a été remplacée par une couverture flottante. Ce remplacement n'a pas été signalé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Toute modification notable apportée à une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à autorisation (y compris enregistrement) doit être portée à la connaissance du préfet en vertu des articles L.181-14, R.181-46 et R.512-46-23 du Code de l'environnement. L'exploitant déposera un dossier à connaissance avec des plans et une notice descriptive : <ul style="list-style-type: none"> - du projet de la poche à biogaz, - du remplacement des billes d'argile par une couverture flottante de la lagune à lisier. Le dossier est à déposer à la préfecture de Bar-le-Duc, bureau des procédures environnementales ou bien par téléprocédure MAIOT : https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R75904 Lien vers le site de contenus d'aide : https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/F39594
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Intégration dans le paysage et propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

Constats :

L'ensemble des installations et leurs abords, sont très bien intégrés dans le paysage, et sont maintenus en très bon état de propreté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.

Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.

Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.

Constats :

Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage.

Les animaux sont élevés sur caillebotis en béton avec pré-fosse en dessous. Les effluents sont récupérés dans les pré-fosses des 5 bâtiments, puis par gravité sont récupérés dans la pré-fosse rectangulaire de 60 m³, puis vers la grande fosse circulaire de 1 155 m³. Ils sont stockés, puis sont, soit envoyés via une canalisation vers la lagune couverte d'un volume de 1 400 m³ de NUBÉCOURT, soit pompés pour être stockés dans la lagune non couverte d'un volume de 3 200 m³ de BEAUSITE.

La grande fosse circulaire à lisier est couverte par une couverture de type NÉNUFAR, permettant de récupérer le biogaz produit naturellement lors du stockage. La fosse est signalée et entourée d'une clôture de sécurité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

À défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

[...]

Constats :

Pour la lutte extérieure contre l'incendie, l'exploitation dispose :

- d'une réserve incendie de type enterrée, de 120 m³, située Rue berne, à 400 m de l'exploitation,
- et d'un poteau d'incendie, d'un débit de 100 m³/h, situé à moins de 100 m de l'exploitation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

[...]

Constats :

Les installations électriques sont régulièrement vérifiées par la société APAVE. Les deux dernières vérifications datent du 11 octobre 2024 et du 16 octobre 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-II

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Gestion des odeurs.

L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes.

Constats :

Le jour de l'inspection, il n'y avait pas d'odeur prononcée.

L'exploitant a disposé autour du dernier bâtiment, sur une surface de 250 m², un bio filtre composé de morceaux de bois sur une épaisseur de 70 cm. Les polluants odorants se décomposent en passant à travers le bio filtre, réduisant ainsi leur concentration dans l'air.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Forage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 10
Thème(s) : Actions nationales 2026, rapport du forage
Prescription contrôlée : Dans un délai de deux mois maximum suivant la fin des travaux, le déclarant communique au préfet, en deux exemplaires, un rapport de fin des travaux. [...]
Constats : Le projet de forage a été déclaré à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement le 5 février 2008. Il est utilisé uniquement pour l'abreuvement des animaux. Sa profondeur est de 30 m, avec un débit journalier de 5 m ³ /h et un débit annuel de 14 074 m ³ . Le rapport de fin de travaux a été établi le 30 avril 2009. L'ouvrage est identifié au Bureau de recherches géologiques et minières sous l'identifiant BSSOOOLZUX.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Forage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Actions nationales 2026, Prélèvement d'eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.
Constats : Le forage est équipé d'un compteur et d'une vanne de disconnexion permettant un isolement avec la distribution d'eau potable. Un suivi bimensuel des consommations d'eau est tenu à jour, ainsi que les opérations d'entretien effectuées. Les derniers relevés datent du 28 octobre 2025, du 5 décembre 2025 et du 2 février 2026. Le 2 août 2025, le compteur a été changé ainsi que le filtre à sable. D'après le relevé, les consommations journalières sont de 33/34 m ³ /j et la consommation à l'année ne dépasse pas 14 074 m ³ .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le débit prélevé étant inférieur à 100 m ³ par jour, le relevé du compteur du forage est à effectuer mensuellement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Forage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2026, Protection de l'ouvrage
Prescription contrôlée : Il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m ² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel. Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage,
Constats : La réalisation du forage est conforme à l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003, portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration. Le forage est isolé de toute pollution par les eaux superficielles, avec la présence d'une margelle et d'un capot de fermeture.
Type de suites proposées : Sans suite

